



Ville de

**B**AZIEGE

## **Rapport d'Orientations Budgétaires 2024**

**ROB 2024**

Introduction .....	3
I- Le contexte économique mondial et national.....	3
I.1 Le contexte économique mondial .....	3
I.2 Le contexte économique national .....	3
II- La Loi de Programmation des Finances Publiques 2023-2027.....	4
II.1 Les objectifs sur la période 2023-2027.....	4
Les concours financiers de l'Etat .....	4
Objectif non-contraignant des dépenses réelles de fonctionnement .....	4
II.2 La Dotation Globale de Fonctionnement du bloc communal .....	5
II.2.1 La dotation forfaitaire.....	5
II.2.2 La péréquation verticale .....	5
II.3 Le coefficient de revalorisation forfaitaire des bases pour 2024.....	5
II.4 Le soutien de l'Etat à l'investissement.....	6
III- Analyse de la situation financière de la commune.....	6
III.1 Rétrospective sur la section de fonctionnement.....	6
III.1.1 L'évolution des dépenses de fonctionnement.....	6
III.1.2 L'évolution des recettes de fonctionnement.....	8
Zoom sur les concours de l'Etat .....	8
Zoom sur les ressources fiscales communales et les compensations associées.....	9
Zoom sur les flux financiers avec l'intercommunalité.....	10
III.1.3 Les soldes intermédiaires de gestion.....	10
III.2 La section d'investissement .....	12
III.2.1 Les dépenses d'investissement .....	12
III.2.2 Le financement de l'investissement .....	13
III.3 L'endettement.....	14
III.3.1 Encours de dette et annuité .....	14
III.3.2 Ratio de désendettement .....	15
IV- Les orientations budgétaires 2024.....	15
IV.1 La section de fonctionnent.....	15
IV.2 La section d'investissement.....	16
Conclusion .....	17

## Introduction

Le rapport d'orientation budgétaire (ROB) est un document rédigé au moment de la préparation budgétaire. Il sert de base au Débat d'orientation budgétaire (DOB). Il est notamment régi par les articles L. 2313-1, L. 2313-6, L. 2313-8 et L. 2313-9 du Code général des collectivités territoriales. Il est obligatoire pour les communes de plus de 3 500 habitants et leurs groupements, les départements et les régions. Il vise à fournir une analyse approfondie de la situation financière actuelle de la commune, mettant en évidence les défis et les opportunités à venir.

Ainsi, ce rapport d'orientation budgétaire s'inscrit dans une démarche proactive visant à assurer une gestion financière saine et durable au service de l'intérêt général de la commune. Il permet également de renforcer la confiance du public dans la capacité à gérer les finances de la commune de manière responsable et transparente.

## I- Le contexte économique mondial et national

### .1 Le contexte économique mondial

En 2024, l'économie mondiale est confrontée à un ensemble complexe de défis et d'opportunités. Malgré une reprise économique globale après les perturbations causées par la pandémie de COVID-19, plusieurs facteurs continuent d'influencer la croissance économique mondiale :

- la croissance économique mondiale demeure modérée, avec des disparités régionales. Les économies avancées connaissent généralement une reprise plus solide, tandis que certaines économies émergentes et en développement font face à des défis persistants ;
- les tensions commerciales entre les grandes puissances économiques, en particulier entre les États-Unis et la Chine, continuent d'inciter à une certaine prudence dans les échanges internationaux et les investissements transfrontaliers ;
- l'inflation reste une préoccupation dans plusieurs économies, alimentée par des pressions sur les coûts, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et la demande accrue. Les banques centrales adoptent des politiques monétaires divergentes pour lutter contre l'inflation tout en soutenant la croissance économique ;
- l'innovation technologique continue de remodeler les économies mondiales, avec des avancées rapides dans des domaines tels que l'intelligence artificielle, la block Chain et la technologie des véhicules électriques, créant à la fois des opportunités de croissance et des défis d'adaptation.

### .2 Le contexte économique national

Au niveau national, l'économie française fait face à des défis et des opportunités spécifiques qui nécessitent une attention particulière dans l'élaboration de notre politique budgétaire pour 2024 :

- malgré une reprise économique après la crise de la COVID-19, la croissance économique en France reste modérée. L'emploi demeure une préoccupation majeure, avec des efforts continus pour stimuler la création d'emplois et réduire le chômage ;

- les investissements dans la transition écologique, la numérisation et l'innovation technologique sont essentiels pour renforcer la compétitivité de l'économie française et soutenir une croissance durable à long terme ;
- la transition vers une économie plus verte et durable est une priorité nationale, avec des investissements accrus dans les énergies renouvelables, les transports propres et d'autres initiatives visant à réduire l'empreinte carbone du pays ;
- la promotion de l'inclusion sociale et de l'équité économique demeure un objectif central de la politique économique nationale, avec des mesures visant à réduire les inégalités et à renforcer la protection sociale pour tous les citoyens.

## II- La Loi de Programmation des Finances Publiques 2023-2027

### .3 Les objectifs sur la période 2023-2027

#### .3.1 Les concours financiers de l'Etat

Il est prévu une augmentation des concours financiers de l'Etat aux collectivités (article 14). L'enveloppe maximum des concours financiers de l'Etat aux collectivités, à périmètre constant et par année, a été définie comme suit :

	2023	2024	2025	2026	2027
<b>FCTVA</b>	<b>6,70 Md€</b>	<b>7,10 Md€</b>	<b>7,63 Md€</b>	<b>7,88 Md€</b>	<b>7,79 Md€</b>
<i>Autres concours</i>	<i>46,15 Md€</i>	<i>46,88 Md€</i>	<i>47,32 Md€</i>	<i>47,78 Md€</i>	<i>48,26 Md€</i>
<b>TOTAL sans mesures exceptionnelles</b>	<b>52,85 Md€</b>	<b>53,98 Md€</b>	<b>54,94 Md€</b>	<b>55,66 Md€</b>	<b>56,04 Md€</b>
<i>Mesures exceptionnelles</i>	<i>2,11 Md€</i>	<i>411 M€</i>	<i>18 M€</i>	<i>5 M€</i>	<i>-</i>
<b>TOTAL avec mesures exceptionnelles</b>	<b>53,95 Md€</b>	<b>54,39 Md€</b>	<b>54,96 Md€</b>	<b>55,67 Md€</b>	<b>56,04 Md€</b>

Ce plafond a été augmenté et serait revalorisé chaque année contrairement à la précédente LPFP 2018-2022, où il a connu des baisses (2019) et des stabilités (2022) :

	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Total des concours financiers de l'Etat aux collectivités (LPFP 2018-2022)</b>	<b>48,11 Md€</b>	<b>48,09 Md€</b>	<b>48,43 Md€</b>	<b>48,49 Md€</b>	<b>48,49 Md€</b>

Des ressources exceptionnelles viendraient abonder l'enveloppe totale des concours financiers de l'Etat. Cela a particulièrement été le cas en 2023, où l'Etat a alloué 2,11 Md€ pour soutenir les collectivités dans un contexte économique difficile et incertain, notamment s'agissant de l'inflation, qui pèse sur les finances des collectivités.

Toutefois, cette nouvelle Loi de Programmation des Finances Publiques prévoit une disparition progressive de ces concours exceptionnels d'ici l'année 2027.

#### .3.2 Objectif non-contraignant des dépenses réelles de fonctionnement

Il est également instauré un objectif non-contraignant d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement (article 17). Un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement non-contraignant est instauré au niveau national afin de faire contribuer les collectivités qui le souhaitent à un effort de réduction du déficit public et de maîtrise de la dépense publique.

	2023	2024	2025	2026	2027
Objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement	+4,8%	+2,0%	+1,5%	+1,3%	+1,3%

Cet objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement devra être suivi et présenté chaque année à l'occasion du débat d'orientation budgétaire (pour les budgets principaux et pour chacun des budgets annexes).

#### **.4 La Dotation Globale de Fonctionnement du bloc communal**

##### **.4.1 La dotation forfaitaire**

Concernant la dotation forfaitaire des collectivités territoriales, l'article 240 de la LF 2024 intègre l'augmentation des prélèvements sur recettes au profit de la dotation globale de fonctionnement. L'enveloppe passe ainsi de 26 931 362 549 € en 2023 à 27 251 362 549 € en 2024.

##### **.4.2 La péréquation verticale**

Les 320 M€ supplémentaires ont pour objet de financer la hausse de la péréquation verticale des communes (DSR et DSU) ce qui était, jusqu'à aujourd'hui, le rôle de l'écrêtement de la dotation forfaitaire, et d'abonder à hauteur de 30 M€ la Dotation d'Intercommunalité (DI) des EPCI.

Pour 2024, le Gouvernement reconduit la suspension de l'application de l'écrêtement. Cette exonération est prévue à l'article 240 de la Loi de Finances pour 2024.

Par ailleurs, les critères d'éligibilité des parties « Bourg-Centre » et « Péréquation » de la DSR (Dotation de Solidarité Rurale) restent inchangés dans la LF 2024.

Cependant, la partie DSR « Cible » voit son critère « revenu par habitant » modifié. La DSR Cible bénéficie aux 10 000 premières communes ayant moins de 10 000 habitants, éligibles à la partie DSR Bourg-Centre et/ou à la partie Péréquation. Ces dernières sont classées selon un IS (index synthétique) prenant en compte, jusqu'en 2023, pour 70% le rapport entre le potentiel financier par habitant de la commune concernée et le potentiel financier par habitant moyen des communes de la même strate et pour 30% le rapport entre le revenu par habitant de la commune concernée et le revenu par habitant moyen des communes de la même strate. La LF 2024 prévoit que le revenu par habitant pris en compte pour déterminer l'éligibilité à la fraction Cible soit celui constaté en moyenne sur les trois derniers exercices connus, plutôt que sur le seul dernier exercice, ce qui devrait permettre de réduire d'environ 15% le nombre de communes entrant ou sortant chaque année de l'éligibilité à la fraction cible de la DSR.

Concernant l'enveloppe de la DNP (Dotation Nationale de Péréquation) serait stable en 2024, il en est de même pour les critères d'éligibilité de cette dotation pour la partie « principale » et pour la partie « majoration ».

D'autre part, l'enveloppe globale du Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) est maintenue à 1 milliard d'euros. Toutefois, malgré cette stabilité, des variations sont toujours à prévoir sur les montants individuels calculés.

Les variations individuelles pourraient être amplifiées cette année par la réforme des potentiels financiers, utilisés pour la répartition du FPIC.

#### **.5 Le coefficient de revalorisation forfaitaire des bases pour 2024**

Par ailleurs, Comme le prévoit l'article 1518 bis du Code général des impôts (CGI), à compter de 2018, les valeurs locatives foncières sont revalorisées en fonction de l'inflation constatée (et non plus en fonction de l'inflation prévisionnelle, comme c'était le cas jusqu'en 2017). Ce taux d'inflation est calculé en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé entre le mois de novembre N-1 et le mois de novembre N-2 (pour application en année N). A noter qu'en cas de déflation, aucune dévalorisation des bases fiscales ne sera appliquée (coefficient maintenu à 1).

L'IPCH retenu est constaté début décembre 2023. Pour rappel, en 2023, le coefficient légal appliqué a été de +7,1% (contre +3,4% en 2022). L'IPCH de novembre 2023 est ressorti sur un an à +3.9%, c'est ce coefficient de revalorisation forfaitaire des bases fiscales qui s'appliquera pour l'année 2024.

Les contribuables ont utilisé pour la première fois le service « Gérer Mes Biens Immobiliers » (GMBI) afin d'effectuer leur déclaration pour la THRS et la THLV 2023. Une variation importante des bases a parfois pu être constatée dans les états fiscaux définitifs, à la hausse comme à la baisse.

## **.6 Le soutien de l'Etat à l'investissement**

L'État renforce son soutien aux collectivités territoriales pour les accompagner et orienter leurs investissements en faveur de la transition écologique, avec la prolongation et le renforcement du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, aussi appelé « fonds vert ». Celui-ci s'établit désormais à 2,5 Md€.

Afin d'inciter les collectivités à orienter leurs investissements vers la transition écologique, « l'objectif de verdissement » des dotations est renforcé pour atteindre près de 0,5 Md€ soit 25% de l'enveloppe globale.

Les mesures de soutien à l'investissement sont reconduites pour un montant de 2 Mds€ réparti en quatre enveloppes distinctes comprenant des conditions d'éligibilité différentes (DSIL, dotation de soutien à l'investissement local, DETR, dotation d'équipement des territoires ruraux, DPV, dotation politique de la ville et DSID, dotation de soutien à l'investissement des départements).

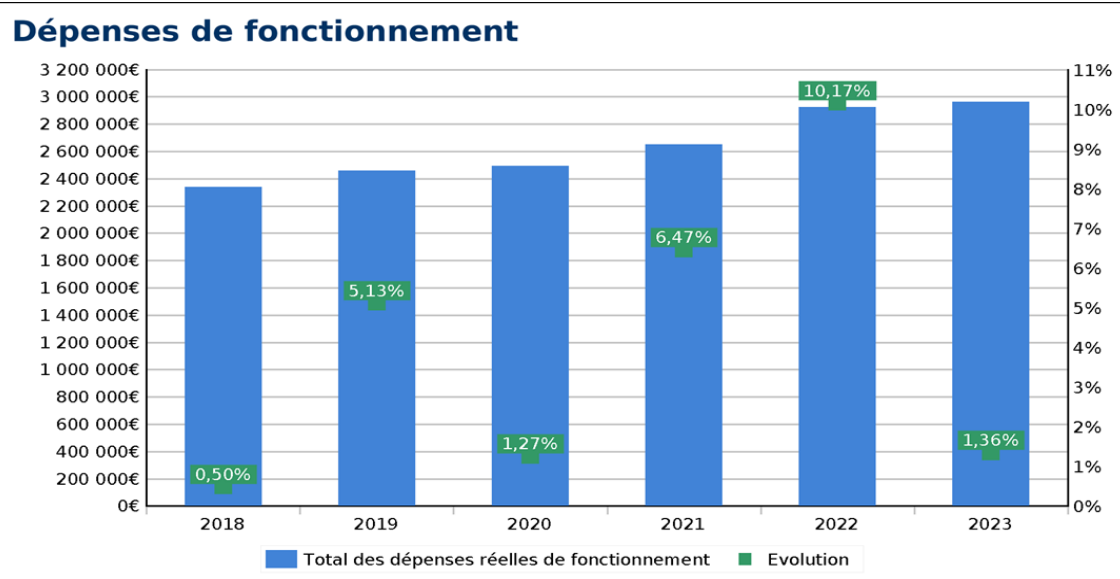
La DSIL exceptionnelle qui s'inscrit dans le cadre du plan de relance, vient également soutenir l'investissement public local à hauteur de 111 M€.

## **III- Analyse de la situation financière de la commune**

### **.7 Rétrospective sur la section de fonctionnement**

#### **.7.1 L'évolution des dépenses de fonctionnement**

Le graphique ci-dessous représente l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement entre 2018 et 2023.



L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement entre 2018 et 2023 est détaillée ci-dessous :

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>	2 340 867	2 460 898	2 492 035	2 653 220	2 923 018	2 962 685
<b>Evolution en %</b>	0,5 %	5,13 %	1,27 %	6,47 %	10,17 %	1,36 %
<b>Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)</b>	1 409 725	1 414 913	1 496 629	1 646 189	1 788 057	1 794 642
<b>Evolution en %</b>	0,25 %	0,37 %	5,78 %	9,99 %	8,62 %	0,37 %
<b>Charges à caractère général (chap 011)</b>	665 088	747 481	662 862	705 800	852 943	877 408
<b>Evolution en %</b>	1,79 %	12,39 %	-11,32 %	6,48 %	20,85 %	2,87 %
<b>Contingents et participations obligatoires (art 655)</b>	42 811	44 227	73 319	70 156	42 617	46 901
<b>Evolution en %</b>	-1,8 %	3,31 %	65,78 %	-4,31 %	-39,25 %	10,05 %
<b>Subventions versées (art 657)</b>	84 267	91 049	98 832	74 382	92 649	80 810
<b>Evolution en %</b>	4,53 %	8,05 %	8,55 %	-24,74 %	24,56 %	-12,78 %
<b>Autres charges de gestion courante (art 65 hors 655 et 657)</b>	66 957	67 285	76 300	80 429	82 263	83 701
<b>Evolution en %</b>	-1,57 %	0,49 %	13,4 %	5,41 %	2,28 %	1,75 %
<b>Intérêts de la dette (art 66111)</b>	41 105	48 139	46 157	38 730	33 151	29 295
<b>Evolution en %</b>	-6,96 %	17,11 %	-4,12 %	-16,09 %	-14,41 %	-11,63 %
<b>Autres dépenses</b>	3 507	20 076	1 447	7 842	2 912	3 597
<b>Evolution en %</b>	-5,42 %	472,4 %	-92,79 %	441,79 %	-62,87 %	23,55 %
<b>Atténuation de Produits</b>	27 407	27 727	36 488	29 692	28 428	46 331
<b>Evolution en %</b>	-7,33 %	1,17 %	31,6 %	-18,63 %	-4,26 %	62,98 %

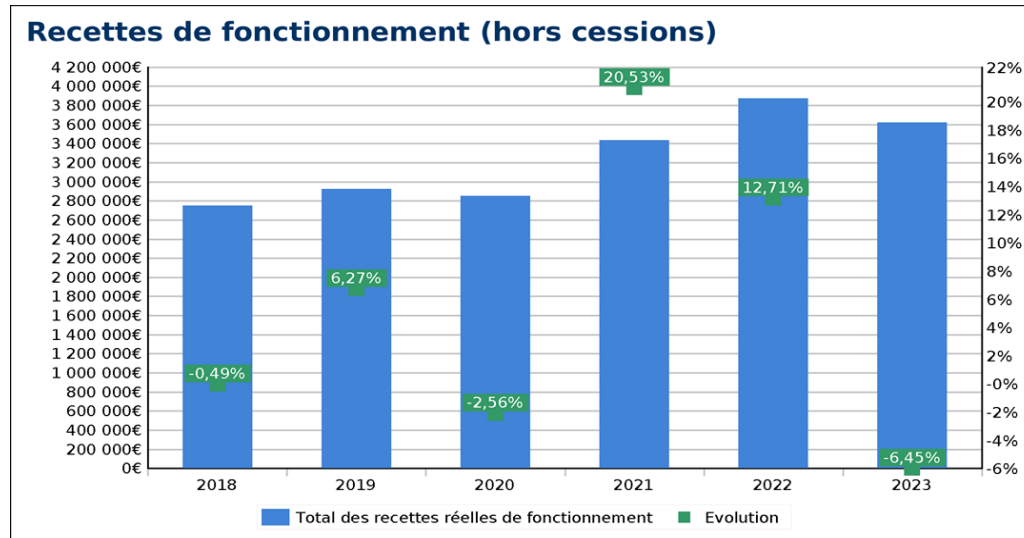
Les "Autres dépenses" prennent notamment en compte les intérêts courus non échus (ICNE), les autres charges financières (autres articles chap. 66) et les charges exceptionnelles (chap. 67).

Nous constatons entre 2018 et 2023, une évolution totale des dépenses réelles de fonctionnement de 26,56 %, soit une évolution moyenne de 4,82 % par an.

Sur la même période, les charges à caractère général évoluent de 31,92 %, les charges de personnel de 27,3% et les autres charges de gestion courante (hors 655 et 657) de 25,1%.

## 7.2 L'évolution des recettes de fonctionnement

Le graphique ci-dessous représente l'évolution des recettes réelles de fonctionnement (hors cessions) entre 2018 et 2023.



	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Total des recettes réelles de fonctionnement (avec cessions)	2 751 608	2 924 204	2 849 331	3 434 271	3 870 509	3 621 147
Evolution en %	-0,49 %	6,27 %	-2,56 %	20,53 %	12,7 %	-6,44 %

Nous constatons entre 2018 et 2023, une évolution totale des recettes réelles de fonctionnement de 31,6 %, soit une évolution moyenne de 5,65 % par an.

### Zoom sur les concours de l'Etat

La dotation forfaitaire des communes (DF), composante de la dotation globale de fonctionnement (DGF), est la principale dotation de l'Etat aux collectivités locales. Elle est essentiellement basée sur les critères de la population et de la superficie.

Cette dotation se décompose en cinq parts :

- une dotation de base dont le montant est fonction du nombre d'habitants de la commune ;
- une part proportionnelle à la superficie dont le montant est fonction de la superficie exprimée en hectare de la commune ;
- une part « compensations » correspondant à l'ancienne compensation « part salaires » (CPS) de la taxe professionnelle ainsi qu'à la compensation des baisses de DCTP supportées par certaines communes entre 1998 et 2001, incluses depuis 2004 dans la dotation forfaitaire ;
- un complément de garantie qui visait à compenser les effets de la réforme de la DGF de 2004-2005. Dans un contexte de stabilisation en valeur des concours financiers de l'Etat aux collectivités, ce complément est minoré depuis 2009 ;
- une dotation « parcs nationaux et parcs naturels marins ».

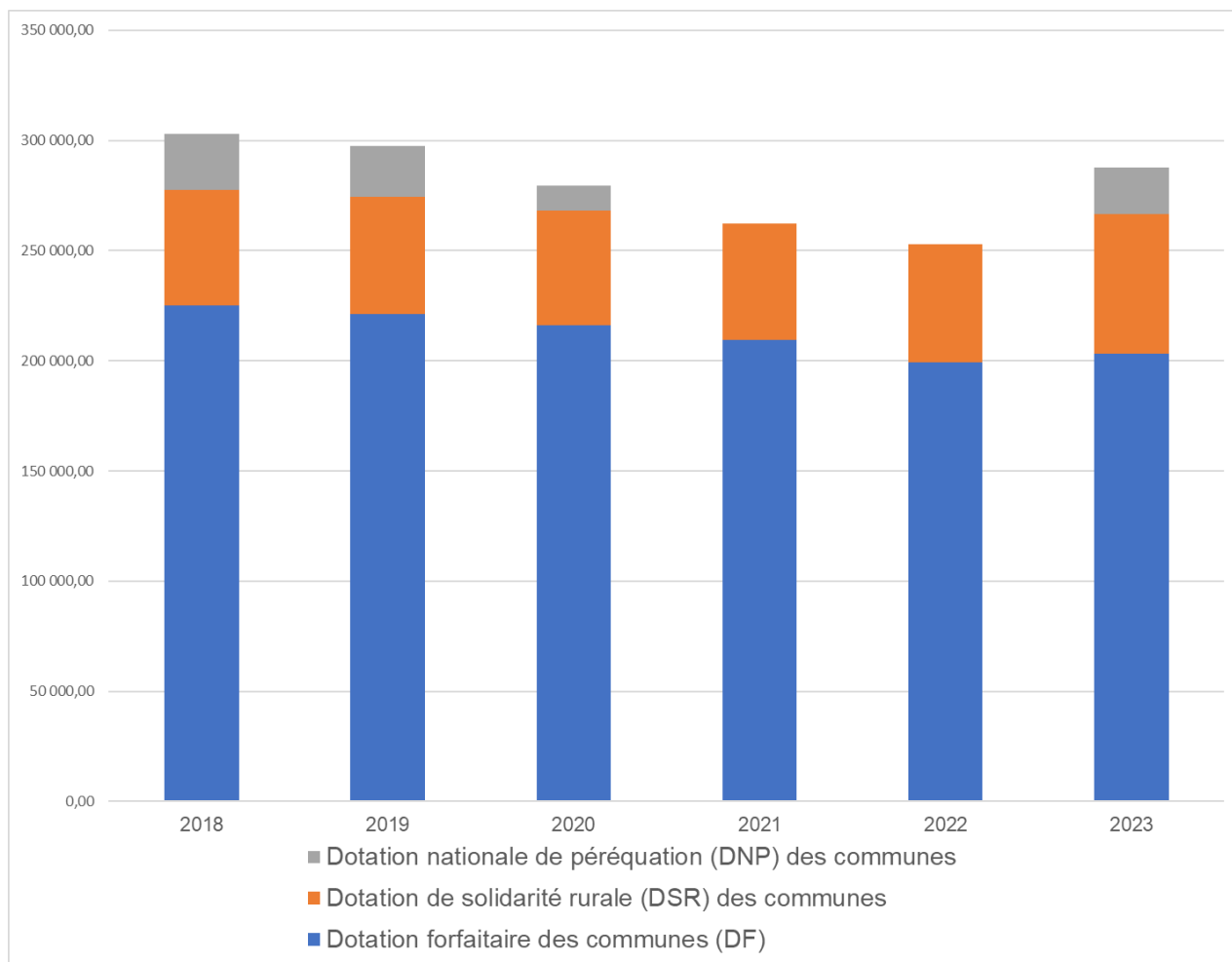
La dotation de solidarité rurale (DSR) est attribuée aux communes de moins de 10 000 habitants et à certains chefs-lieux d'arrondissement de moins de 20 000 habitants pour tenir compte, d'une part, des charges qu'ils supportent pour contribuer au maintien de la vie sociale en milieu rural, d'autre part, de l'insuffisance de leurs ressources fiscales.

La dotation nationale de péréquation (DNP) a pour objectif de corriger les insuffisances de potentiel financier (part principale) et de faiblesse de la base d'imposition sur les entreprises (ex-taxe professionnelle, majoration de la part principale), c'est-à-dire de faire de la péréquation sur la richesse fiscale.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dotation forfaitaire des communes (DF)	225 288	221 261	216 134	209 655	199 150	203 338



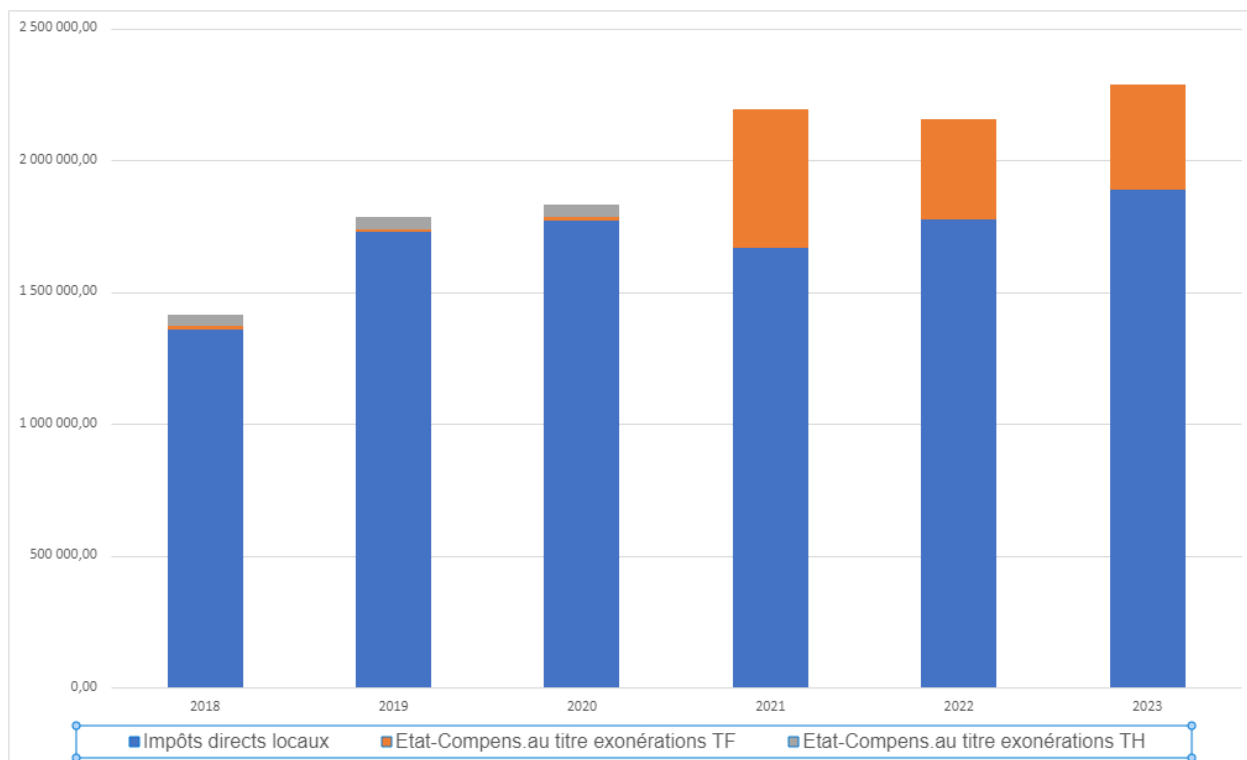
<b>Dotation de solidarité rurale (DSR) des communes</b>	52 323	53 257	52 036	52 654	53 641	63 358
<b>Dotation nationale de péréquation (DNP) des communes</b>	25 551	22 996	11 498	0	0	21 045
<b>Total</b>	303 162	297 514	279 668	262 309	252 791	287 741



Les concours de l'Etat présentés ci-dessus ont baissé de 5,09 % entre 2018 et 2023, soit une baisse moyenne de 1,02 % par an. Néanmoins, nous constatons une augmentation de 13,83 % entre 2022 et 2023.

#### **Zoom sur les ressources fiscales communales et les compensations associées**

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Impôts directs locaux</b>	1 359 766	1 728 222	1 771 208	1 665 828	1 777 358	1 886 789
<b>Etat-Compens.au titre exonérations TF</b>	11 828	12 017	11 970	528 762	376 633	402 480
<b>Etat-Compens.au titre exonérations TH</b>	40 845	43 725	47 046	0	0	0
<b>Total</b>	1 412 439	1 783 964	1 830 224	2 194 590	2 153 991	2 289 269



Si l'évolution des ressources fiscales communales et des compensations associées représente 62 % entre 2018 et 2023, seuls 60,11 % de cette augmentation est en lien avec les impôts directs locaux. En effet, durant cette période, la proportion des compensations associées a nettement évolué, puisqu'elle est passée de 3,73 % en 2018 contre 17,58 % en 2023.

### Zoom sur les flux financiers avec l'intercommunalité

L'attribution de compensation (AC) est le principal flux financier entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité professionnelle unique (FPU). Elle correspond, schématiquement, à la différence entre la fiscalité économique et les charges transférées par les communes à cette catégorie d'intercommunalité.

La DSC est une dotation instituée par les EPCI à fiscalité propre dans le but de réduire les disparités de ressources et de charges entre les communes membres. Elle est facultative pour les communautés d'agglomération et est librement définie par le conseil communautaire.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Attribution de compensation positive	81 128	5 903	0	26 591	7 787	0
Attribution de compensation négative	0	0	-7 820	0	0	-15 477
Dotation de solidarité communautaire	119 738	123 096	123 096	123 232	123 096	123 096
Total	200 866	128 999	130 916	149 823	130 883	138 573

Entre 2018 et 2023, les flux financiers du Sicoval vers la commune ont diminué de 31 %, principalement expliqué par une baisse de l'attribution compensatrice de 92,72 %, liée au financement des travaux de voirie.

### 7.3 Les soldes intermédiaires de gestion

L'épargne de gestion représente la différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

L'épargne brute représente la différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.  
 L'épargne nette représente l'épargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

Les épargnes de la commune entre 2018 et 2023 sont détaillées ci-dessous :

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Recettes de fonctionnement</b>	2 751 608	2 924 204	2 849 331	3 434 271	3 870 869	3 621 146
<b>Epargne de gestion</b>	451 845	511 304	403 454	806 380	726 341	687 756
<b>Epargne de gestion/hab</b>	133,56	150,61	116,74	231,05	206,05	196,39
<b>Epargne brute</b>	410 740	463 165	357 297	767 650	693 191	658 461
<b>Epargne brute/hab</b>	121,41	136,43	103,38	219,96	196,65	188,02
<b>Epargne nette</b>	22 305	225 023	117 815	524 788	446 836	395 846
<b>Epargne nette/hab</b>	6,59	66,28	34,09	150,37	126,76	113,03

Pour information, le niveau des épargnes/habitant des petites villes par strate en 2021 :

Niveaux de l'épargne en euros par habitant				
Montants en €/habitant Communes de :	Épargne de gestion	Épargne brute	Évolution 2021/2020	Épargne nette
2 500 à 5 000 habitants	204	192	+0,7%	108
5 000 à 10 000 habitants	221	206	+4,6%	118
10 000 à 15 000 habitants	217	200	+4,1%	107
15 000 à 25 000 habitants	211	194	+5,7%	83
<b>Total des petites villes</b>	<b>213</b>	<b>198*</b>	<b>+3,6%</b>	<b>106</b>

\* épargne brute en retirant les épargnes négatives : 201 €/habitant  
 43 communes ont une épargne brute négative

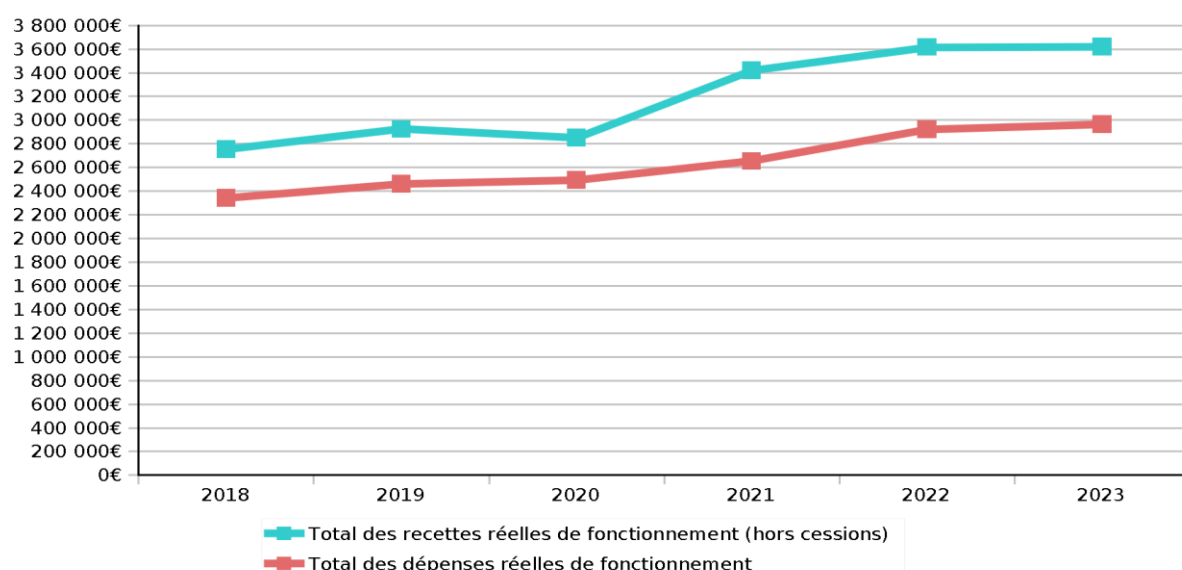
Les niveaux d'épargne montrent une belle progression entre 2018 et 2023. Néanmoins, les effets de la crise et l'inflation se font ressentir, c'est pourquoi, il est constaté une dégradation de l'épargne, malgré une situation financière qui reste correct.

Cette trajectoire est confirmée par l'évolution plus rapide des dépenses que des recettes en 2022 et 2023 dû notamment au contexte économique.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Recettes de fonctionnement (hors cessions)</b>	2 751 608	2 924 063	2 849 331	3 420 869	3 616 209	3 621 147
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	2 340 867	2 460 898	2 492 035	2 653 220	2 923 018	2 962 685

<sup>1</sup> [https://www.apvf.asso.fr/wp-content/uploads/2022/12/Regard-financier-LBP\\_APVF\\_Dec-2022.pdf](https://www.apvf.asso.fr/wp-content/uploads/2022/12/Regard-financier-LBP_APVF_Dec-2022.pdf)  
 p.9

## Effet de ciseau



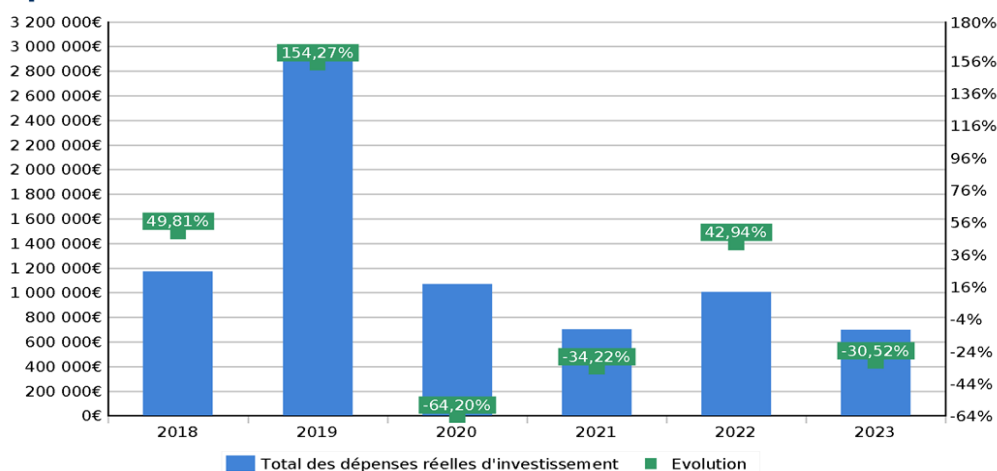
Ce graphique illustre l'effet de ciseau, il met en évidence la dynamique des recettes par rapport à la dynamique des dépenses. Les recettes ou dépenses exceptionnelles (hors cession) sont comptabilisées et sont de nature à faire varier les agrégats d'une année sur l'autre. Le delta entre recettes et dépenses ainsi mis en évidence nourrit la section d'investissement. Il permet alors de financer les dépenses d'équipement ou de se désendetter.

## .8 La section d'investissement

### .8.1 Les dépenses d'investissement

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	1 174 555	2 986 544	1 069 166	703 326	1 005 310	698 475
<b>Evolution en %</b>	49,81 %	154,27 %	-64,2 %	-34,22 %	42,94 %	-30,52 %

## Dépenses d'investissement



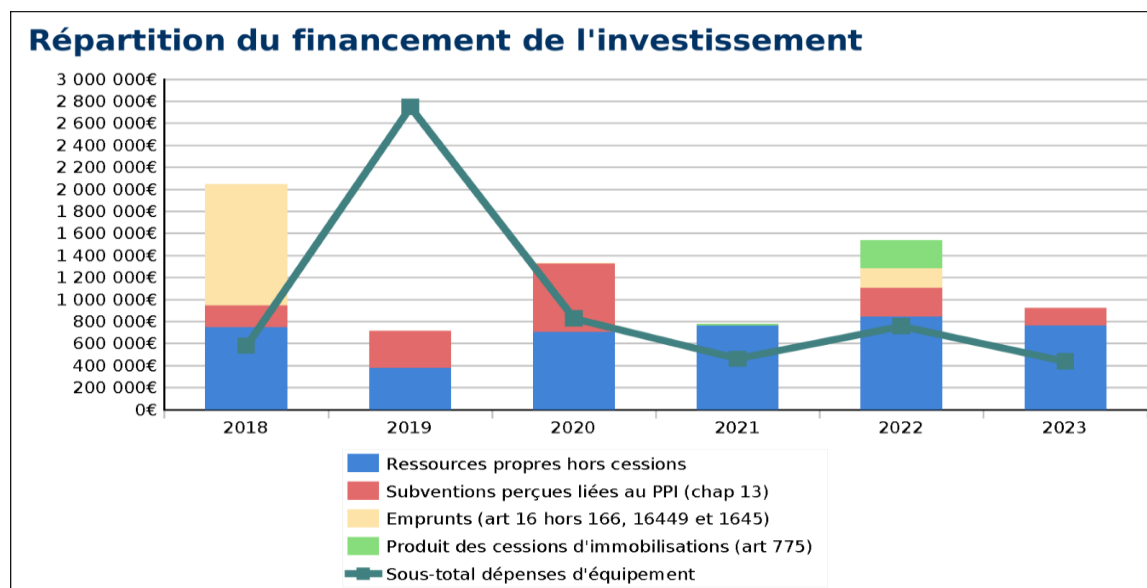
Les dépenses d'investissement varient d'un exercice à un autre en fonction des projets communaux. Il est plus important d'observer comment la commune les finance.

### .8.2 Le financement de l'investissement

Le tableau ci-dessous présente le plan de financement de l'investissement. Les cessions d'immobilisation sont rajoutées dans le plan de financement. Pour rappel, l'affectation du résultat peut également intervenir partiellement pour financer l'investissement.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Epargne nette (a)	22 305	225 023	117 815	524 788	447 196	395 846
FCTVA (b)	68 913	51 139	418 908	116 546	68 600	88 602
Autres recettes (c)	657 602	101 709	168 321	120 856	327 824	275 503
Produit de cessions (d)	0	141	0	13 402	254 300	0
<b>Ressources financières propres e = (a+b+c+d)</b>	748 820	378 012	705 043	775 592	1 097 920	759 951
Subventions perçues (liées au PPI) (f)	195 259	336 546	621 142	1 700	260 994	163 821
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449) (g)	1 099 500	0	2 432	0	178 200	0
<b>Financement total h = (e+f+g)</b>	2 043 579	714 559	1 328 618	777 292	1 537 114	923 773
<b>Résultat de l'exercice</b>	1 257 459	-2 033 844	498 933	316 828	778 158	489 013

Un résultat négatif diminuera le fonds de roulement, et servira à financer une partie de l'investissement. La collectivité devra surveiller à ne pas le faire diminuer de manière trop importante afin de garder des marges de manœuvre. Un résultat positif l'augmentera permettant ainsi de reconstituer un fonds de roulement qui pourra être utilisé pour des investissements futurs.



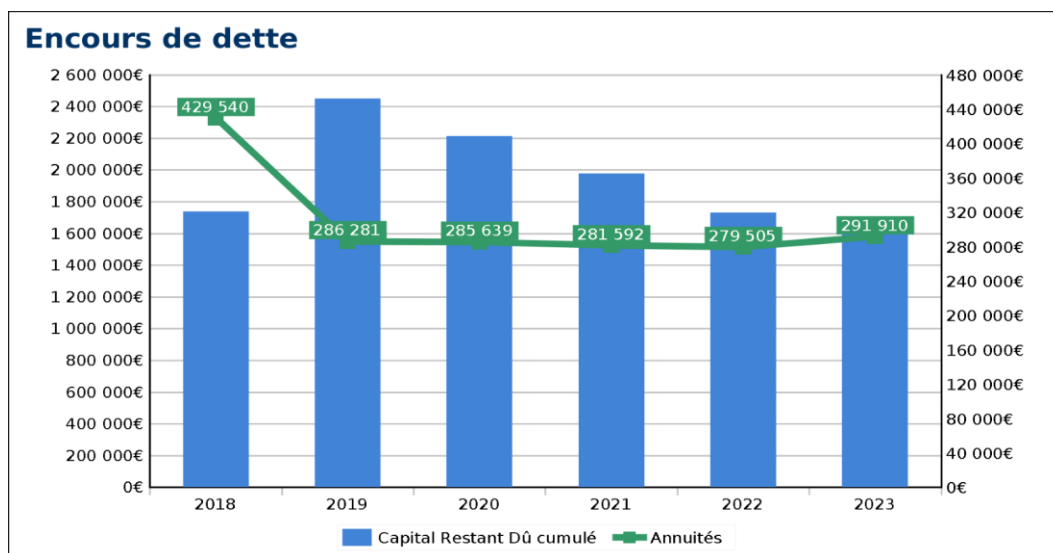
Nous constatons qu'entre 2018 et 2023, la gestion financière municipal permet de dégager des excédents pour financer l'investissement.

Le financement de l'investissement municipal par des ressources propres est sur 5 ans (sur 6) supérieur à 50 % des recettes totales.

## .9 L'endettement

### .9.1 Encours de dette et annuité

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Capital Restant Dû (au 31/12)</b>	2 449 861	2 211 719	1 975 970	1 731 309	1 665 614	1 402 999
<b>Evolution en %</b>	-8,78 %	40,93 %	-9,72 %	-10,66 %	-12,38 %	-3,79 %
<b>Annuités</b>	429 540	286 281	285 639	281 592	279 505	291 910
<b>Evolution en %</b>	103,05 %	-33,35 %	-0,22 %	-1,42 %	-0,74 %	4,44 %



La commune poursuit son désendettement depuis 2019.

Pour rappel du contexte, la commune a sécurisé trois emprunts étalés dans le temps pour financer les investissements du mandat, et notamment le complexe omnisport en avril 2021, juste avant la remontée des taux.

La commune a débloqué 10 % des montants fin 2022 (prévu au contrat un premier déblocage de minimum 10% la première année) et a maintenant jusqu'à 4 ans pour débloquent le reste du capital.

Rappel des taux négociés :

- 500 000 € sur 10 ans : taux 0,77 % = échéance annuelle hors assurances : 51 997,8 € ;
- 800 000 € sur 15 ans : taux 1,01 % = échéance annuelle hors assurances : 57 542,48 € ;
- 500 000 € sur 20 ans : taux 1,18 % = échéance annuelle hors assurances : 28 102,6 €.

Un tel panachage de la dette permet de prévoir un désendettement en plusieurs étapes, avec de nouvelles marges de manœuvre dégagées à 10 ans, 15 ans et 20 ans.

En parallèle, les extinctions de crédits sur les deux prochaines années sont réparties ainsi :

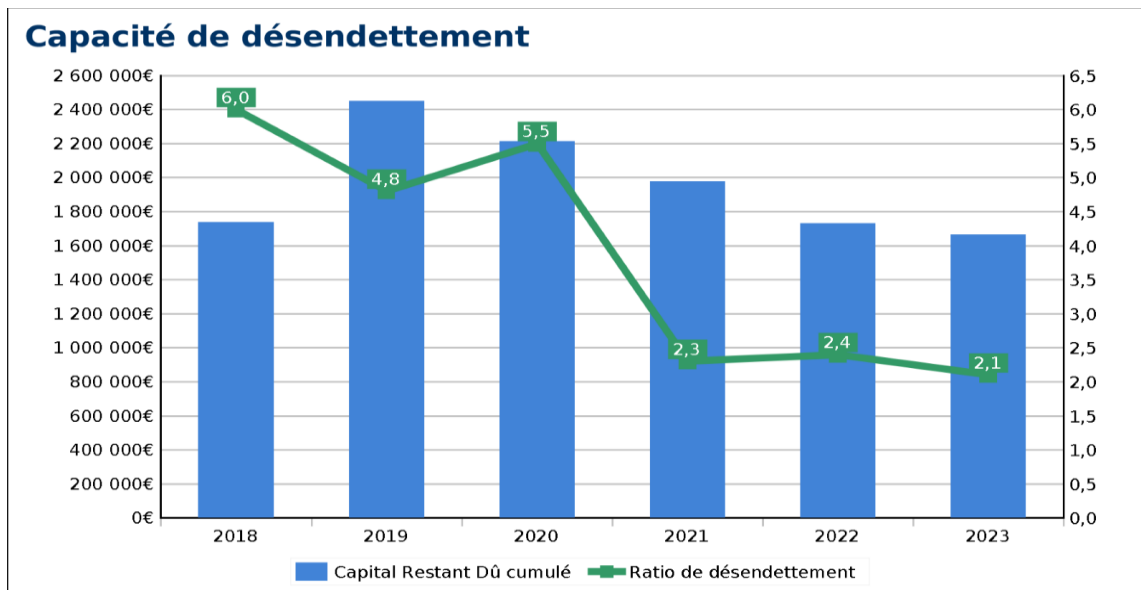
- Année 2025 : - 61 592,79 € (travaux agrandissement école maternelle), - 20 147,5 € (aménagement coopé) = - 81 740,29 € ;

- Année 2026 : - 60 885 € (aménagement coopé).

## 9.2 Ratio de désendettement

Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ratio de désendettement	6 ans	4,8 ans	5,5 ans	2,3 ans	2,4 ans	2,1 ans



## IV- Les orientations budgétaires 2024

### 10 La section de fonctionnement

Alors que les impacts de la crise économique ont été relativement limités encore en 2023, l'année 2024 sera probablement marquée par des défis financiers plus accrus. En effet, plusieurs facteurs convergent créant un environnement budgétaire plus contraignant en 2024.

Premièrement, de nombreux prestataires des services municipaux ont informé la commune de leur intention d'augmenter leurs tarifs pour l'année à venir. Parmi ces augmentations, il faut souligner notamment les contrats de maintenance des copieurs. De plus, les assureurs, que ce soit en matière de couverture pour le personnel municipal ou de protection contre les risques courants, ont également signalé des ajustements tarifaires importants à la hausse. Ces augmentations contractuelles s'ajoutent à la pression inflationniste constante qui pèse sur le budget communal.

En parallèle, consciente des difficultés financières des agents municipaux dans le contexte économique actuel, hausse des coûts de la vie et inflation persistante, la commune a également pris des mesures pour soutenir le pouvoir d'achat de son personnel. Parmi ces mesures, la mise en place des tickets restaurants qui offre aux agents la possibilité de bénéficier d'une aide supplémentaire pour couvrir les dépenses liées à leur alimentation quotidienne. De plus, l'adhésion au CNAS (Comité National d'Action Sociale) qui elle permet aux employés de profiter d'avantages sociaux divers, tels que des réductions sur les services et les loisirs, des aides financières ponctuelles et des solutions d'accompagnement en cas de

difficultés personnelles. Ces initiatives démontrent l'engagement de la commune à soutenir et à protéger le bien-être financier de ses agents, reconnaissant ainsi leur contribution essentielle au bon fonctionnement des services municipaux, même dans des périodes économiquement difficiles. Ces décisions bien que fondées impacteront le budget communal 2024.

Alors que les recettes de fonctionnement peuvent être anticipées avec une légère dynamique positive, la commune se doit d'exercer une prudence particulière dans ses prévisions budgétaires. En effet, malgré cette tendance encourageante, il est essentiel de prendre en compte la baisse considérable des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) probable voire certaine. Cette diminution significative des recettes est étroitement liée au ralentissement observé sur le marché immobilier. En conséquence, la commune se trouve confrontée à la perspective d'une importante perte de revenus provenant de cette source.

En résumé, alors que l'année 2023 a pu offrir un répit relatif aux effets économiques négatifs de la crise, l'année 2024 se profile comme une période où la commune devra faire face à des défis budgétaires plus prononcés et notamment sur sa section de fonctionnement.

### **.11 La section d'investissement**

Dans la planification des investissements pour l'année 2024, un projet se distingue particulièrement : le début des travaux du complexe omnisport, qui représente l'investissement phare du mandat en cours. Avec un montant total prévu avoisinant les 3 500 000 € (reste à réaliser et crédits 2024) pour cet exercice, ce projet revêt une importance capitale pour la commune. En créant un espace dédié à la pratique sportive polyvalente, le complexe omnisport répondra aux besoins variés de la population en matière d'activités physiques et de loisirs. Ce projet d'envergure démontre l'engagement de la municipalité envers le bien-être et la qualité de vie de ses citoyens, tout en contribuant au dynamisme et au rayonnement de la commune.

En parallèle du projet majeur qu'est la complexe omnisport, d'autres investissements sont également à prendre en considération pour l'année 2024. Les restes à réaliser, totalisant un montant global de 68 000 €, comprennent principalement une provision de 30 000 € destinée au règlement d'une facture de voirie en attente, ainsi que 17 000 € couvrant les frais d'études non terminées. Ces fonds réservés reflètent la nécessité de finaliser les engagements financiers en cours et de clore les projets initiés précédemment. De plus, les demandes d'investissement émanant des commissions et des services pour l'exercice 2024 sont soumises en annexe au Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) pour débat.

Au fur et à mesure du règlement des factures liées aux investissements, et en particulier celles concernant le complexe omnisport, la commune prévoit de débloquer progressivement les trois emprunts négociés et contractés en 2022 à des taux bas (taux avoisinant les 1%<sup>2</sup>) . Par ailleurs, pour équilibrer la section d'investissement, une prévision budgétaire d'équilibre appelée "virement de la section de fonctionnement" sera inscrite au budget prévisionnel. Cette opération consiste donc à prévoir une écriture d'équilibre sans la concrétiser comptablement au cours de l'exercice 2024. Cette écriture est possible uniquement car la commune dispose réellement de ces sommes mais au sein de sa section de fonctionnement (réserves financières de la commune). Ainsi, il pourra être constaté, le moment venu (exercice

---

<sup>2</sup> Rappel des taux négociés :

- 500 000 € sur 10 ans : taux 0,77 % = échéance annuelle hors assurances : 51 997,8 € ;
- 800 000 € sur 15 ans : taux 1,01 % = échéance annuelle hors assurances : 57 542,48 € ;
- 500 000 € sur 20 ans : taux 1,18 % = échéance annuelle hors assurances : 28 102,6 €.



budgétaire futur), un éventuel déficit dans la section d'investissement, mettant en lumière le besoin réel de financement de cette même section. Ce déficit sera ensuite comblé par un virement au compte 1068 (provenant de la section de fonctionnement), assurant ainsi le financement des investissements tout en préservant l'équilibre global des finances communales.

### **Conclusion**

En conclusion, les clôtures des comptes révèlent des résultats positifs à la fin de l'année 2023. Cependant, face à un contexte économique toujours incertain et complexe, ainsi qu'à la nécessité de financer l'investissement phare du mandat, à savoir le complexe omnisport, la commune doit maintenir sa prudence et ses prévisions pessimistes. C'est cette discipline qui lui a permis de préserver des conditions financières saines malgré un contexte financier instable et difficile. En maintenant cette approche, la commune peut garantir la continuité d'une qualité de service optimale et assurer, à court et moyen terme, les investissements nécessaires à son évolution et à son développement. En demeurant vigilant et stratégique dans sa gestion financière, la commune se positionne de manière solide pour surmonter les défis futurs et réaliser ses ambitions pour le bien-être des Baziègeois.